



Numéro PPQ/9425

lundi 1 février 2016

Les grands titres:

- Syrie : l'ONU condamne des attentats à Damas alors que les pourparlers de paix ont démarré
- L'OMS déclare le virus Zika urgence sanitaire de portée mondiale
- L'ONU présente un plan pour libérer l'énergie de la jeunesse et dynamiser le marché mondial de l'emploi
- Face aux crises humanitaires dans le monde, Ban Ki-moon appelle à penser différemment
- Turquie : l'ONU préoccupée par les actions des forces de sécurité et la répression des médias
- Le sculpteur slovène Marko Pogacnik nommé Artiste de l'UNESCO pour la paix
- Ban Ki-moon interpelle de nouveau Israël sur sa politique vis-à-vis des Palestiniens
- Les films comportant des scènes de consommation de tabac devraient faire l'objet d'une classification, selon l'OMS
- Le chef de l'ONU appelle les bailleurs de fonds à aider l'Ethiopie à faire face à El Niño
- L'ONU est alarmée par les déclarations de dirigeants du Hamas à Gaza
- Le Conseil de sécurité condamne une attaque terroriste en Arabie saoudite
- A un Sommet de l'Union africaine, Ban Ki-moon rappelle le rôle crucial des droits de l'homme pour la paix et le développement

Syrie : l'ONU condamne des attentats à Damas alors que les pourparlers de paix ont démarré



1 février - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont condamné lundi un triple attentat commis la veille près du sanctuaire de Sayidda Zeinab, au sud de la capitale syrienne Damas, alors que des pourparlers de paix viennent de démarrer à Genève sous l'égide de l'ONU.

« Selon le gouvernement syrien et des observateurs locaux, plus de 60 personnes auraient été tuées et plus de 100 autres blessées dans ces attentats odieux revendiqués par Daech/EIIL. Le Secrétaire général présente ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Les responsables de ces attaques contre des civils doivent rendre des comptes », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Les horribles attaques d'hier ont coïncidé avec le début des pourparlers de Genève. Le Secrétaire général souligne que les Syriens espèrent voir des négociations crédibles à Genève. Ils méritent plus que le faux choix entre l'extrémisme et la répression », a-t-il ajouté.

Selon Ban Ki-moon, il est essentiel que les représentants du gouvernement syrien et de l'opposition syrienne « se mettent d'accord sur des améliorations immédiates à la situation humanitaire catastrophique en Syrie, sur une transition politique qui réponde aux aspirations du peuple syrien, et sur un cessez-le parallèle ». « Ces discussions doivent aboutir à un résultat qui permette aux Syriens ordinaires de décider de leur avenir », a souligné son porte-parole.

Le chef de l'ONU a exhorté toutes les parties prenantes à saisir cette rare occasion diplomatique. « Il incombe également aux



membres du Groupe international de soutien à la Syrie (GSEE) de donner suite à leur engagement de faire pression pour obtenir un accès humanitaire sûr, durable et sans entrave dans toute la Syrie, en particulier aux zones assiégées ; la libération des personnes détenues arbitrairement ; et la cessation immédiate de toute utilisation aveugle d'armes, y compris des tirs d'obus et des bombardements aériens », a encore dit son porte-parole.

Dans une déclaration à la presse publiée lundi soir, le Conseil de sécurité a également condamné dans les termes les plus forts cette attaque terroriste.

Les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au peuple de Syrie. Ils ont souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Ils ont également apporté « leur entier soutien aux efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Staffan de Mistura, notamment à son initiative de démarrer les négociations entre les parties prenantes ». Ils ont appelé « les parties prenantes à participer de manière constructive à ce processus ».

Alors qu'il était en visite à Oman, le Secrétaire général s'est félicité lundi du début des pourparlers de paix à Genève sous l'égide de Staffan de Mistura. « Enfin, les Etats ayant le plus d'influence sur les parties prenantes syriennes ont commencé à se concentrer sur le travail difficile consistant à mettre fin à cette guerre », a-t-il dit.

« J'exhorte toutes les parties prenantes à placer le peuple de Syrie au cœur de leurs discussions et au-dessus des intérêts partisans », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a souligné que les progrès ne seront pas faciles. « Mais il fallait bien commencer », a-t-il ajouté. « La voie pour mettre fin au conflit pourrait être longue et difficile. Mais une diplomatie résolue a permis de mettre fin à des crises dans cette région ».

A Genève, Staffan de Mistura a rencontré lundi des membres de l'opposition, regroupés au sein du Haut comité de négociations (HNC). « Nous avons eu une réunion de deux heures avec le HNC », a dit M. de Mistura lors d'un point de presse.

« Avec leur arrivée et le début des discussions avec nous, c'est le début formel des pourparlers de Genève », a-t-il estimé.

De son côté, la Coordinatrice spéciale de l'ONU pour le Liban, Sigrid Kaag, s'est rendue lundi dans la vallée de la Bekaa pour rencontrer des réfugiés syriens à Qab Elias et des membres du Parlement à Zahleh.

Cette visite intervient quelques jours avant la Conférence de Londres sur l'aide humanitaire à la Syrie et aux pays de la région. Dans la perspective de cette conférence, Mme Kaag a souligné l'importance de la stabilité sociale du Liban et de la nécessité de soutenir les réfugiés et les communautés les accueillant.

L'OMS déclare le virus Zika urgence sanitaire de portée mondiale



1 février - La propagation récente du virus Zika constitue « une situation d'urgence de santé publique de portée mondiale », a déclaré lundi la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Margaret Chan.

Lors d'une conférence de presse tenue à Genève à l'issue d'une réunion du Comité d'urgence du Règlement sanitaire international (RSI) de l'OMS, Dr Chan a indiqué que les experts du comité avaient confirmé que l'existence d'un lien entre ce virus, transmis par un moustique, et une multiplication de cas de microcéphalie chez des nouveaux-nés observés dans plusieurs pays, notamment au Brésil, était « fortement soupçonné bien que pas encore prouvé scientifiquement ».

Selon les experts, « ces cas de microcéphalie et d'autres affections neurologiques constituent un événement extraordinaire et une menace pour la santé publique dans d'autres parties du monde », a ajouté Mme Chan.

Estimant qu'« une réponse internationale coordonnée est nécessaire pour minimiser les risques dans les pays affectés et réduire les risques de propagation dans d'autres pays », les experts ont conclu que « la situation actuelle remplit les conditions nécessaires à la déclaration d'une urgence internationale en matière de santé publique ».

Mme Chan avait convoqué jeudi dernier cette réunion des experts du Comité d'urgence, après avoir annoncé que la propagation récente du virus Zika, notamment sur le continent américain, avait pris une tournure « alarmante » et « explosive ».

La présence du virus dans certains pays du continent américain, notamment le Brésil, a été associée à une forte hausse des naissances de bébés atteints de microcéphalie et parfois également atteints du syndrome de Guillain-Barré, une affection encore mal connue dans laquelle le système immunitaire s'attaque au système nerveux, causant parfois une paralysie.

Le virus a été identifié pour la première fois en 1947 chez un singe dans la forêt de Zika, en Ouganda. Son origine se situait le long d'une étroite ceinture équatoriale allant de l'Afrique à l'Asie.

Pendant des décennies, la maladie, transmise par le moustique Aedes, a stagné, affectant essentiellement des singes. Chez les humains, le virus Zika a parfois causé une légère indisposition suscitant peu d'inquiétude.

En 2007, Zika a étendu son rayon géographique et causé la première éruption documentée dans les îles du Pacifique, dans les Etats fédérés de Micronésie. Depuis 2013-2014, quatre autres pays insulaires du Pacifique ont documenté d'importantes poussées du virus Zika.

En mai 2015, le Brésil a signalé son premier cas de maladie due au virus Zika. Depuis lors, la maladie s'est répandue au Brésil et dans 22 autres pays et territoires dans la région.

L'ONU présente un plan pour libérer l'énergie de la jeunesse et dynamiser le marché mondial de l'emploi



1 février - En pleine crise mondiale de l'emploi des jeunes, caractérisée par un niveau de chômage sans précédent, des emplois de mauvaise qualité et faiblement rémunérés, le système des Nations Unies lance une initiative ambitieuse pour créer des emplois pour les jeunes et les accompagner dans leur transition vers la vie active, a annoncé lundi l'Organisation internationale du Travail (OIT).

L'Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes a été présentée au siège de l'ONU à New York par le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, à l'ouverture du Forum annuel de la jeunesse des Nations Unies.

M. Ryder a précisé qu'il s'agissait d'un partenariat unique entre les gouvernements, les Nations Unies, les entreprises, les institutions académiques, les organisations de jeunesse et d'autres groupes visant à se mobiliser pour créer de nouvelles possibilités et de nouvelles pistes vers un emploi de qualité dans l'économie mondiale et pour « aider les jeunes à acquérir les compétences requises pour pouvoir rivaliser sur le marché du travail actuel ».

Avec plus de vingt ministres de la jeunesse et plus de 500 jeunes délégués dans l'auditoire, M. Ryder a invité les jeunes à « s'engager pleinement » et à devenir des acteurs du changement. « Vos voix reflètent les aspirations des jeunes, où qu'ils soient. Vos voix doivent être entendues et prises en compte si nous voulons façonner des sociétés durables et inclusives, combattre les injustices et les inégalités et ouvrir la voie à la paix, au progrès et à la prospérité pour tous ».

La triste réalité ne peut être ignorée, a averti M. Ryder. « Aujourd'hui, deux jeunes sur cinq en âge de travailler sont au

chômage ou occupent des emplois trop mal rémunérés pour échapper à la pauvreté. Le piège de la pauvreté au travail affecte pas moins de 169 millions de jeunes. Dans les pays à bas revenu, la situation est encore pire, puisque neuf jeunes sur dix occupent un emploi informel, c'est-à-dire occasionnel, peu rémunéré et sans aucune protection de la loi ».

Le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, formé des 29 dirigeants des institutions de l'ONU, a adopté cette initiative comme une priorité de premier ordre. En outre, l'enjeu de l'emploi des jeunes a été placé au centre de la nouvelle vision ambitieuse de l'ONU en matière de développement telle que l'a définie le Programme de développement durable pour 2030 récemment adopté.

En concertation avec les gouvernements, l'Initiative va coordonner les politiques économiques et d'emploi en faveur de la croissance de l'emploi et de l'inclusion sociale et va protéger les droits des travailleurs en veillant à ce que les jeunes bénéficient d'un traitement équitable. L'Initiative mettra l'accent sur les « emplois verts » pour les jeunes, un apprentissage de la qualité, les compétences numériques et la construction de centres technologiques; elle soutiendra les jeunes dans l'économie rurale, facilitera leur transition de l'économie informelle vers l'économie formelle et encouragera la création d'entreprises par les jeunes.

Lors du forum, l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, a déclaré que le lancement de cette initiative reflétait « l'engagement de l'ONU à lutter contre le chômage des jeunes et à promouvoir l'emploi décent pour les jeunes » et témoigne que « l'emploi des jeunes devrait être une priorité à tous les niveaux pour débloquer le potentiel de 1,8 milliard de jeunes, un facteur indispensable pour le développement, ainsi que pour la paix et la sécurité ».

Le Forum de la jeunesse des Nations Unies, convié par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), est un événement de deux jours qui rassemble des porte-parole des jeunes du monde entier et offre une tribune aux jeunes pour engager le dialogue avec les gouvernements et contribuer à la formulation de politiques sur les questions économiques, sociales et environnementales mondiales.

Le Président de l'ECOSOC, Oh Joon, a déclaré pour sa part que « les défis auxquels nous sommes confrontés peuvent paraître impressionnants et impossibles à surmonter ». Mais « il n'en est rien, chacun d'entre nous peut être un agent du changement, quel que soit notre âge ou les moyens dont nous disposons », a-t-il affirmé.

Evouant les 17 objectifs contenus dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, M. Joon a estimé que « ce programme historique peut inspirer chacun d'entre nous à s'engager dans des secteurs spécifiques et être un agent de changement, chacun à sa manière ».

Face aux crises humanitaires dans le monde, Ban Ki-moon appelle à penser différemment



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,
Photo ONU/Mark Garten

1 février - Alors que le monde est confronté à d'énormes crises humanitaires, notamment celle des réfugiés, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé lundi la communauté internationale à « penser différemment » et à faire de la prévention des conflits et de la médiation une priorité.

S'exprimant devant la Faculté nationale de défense d'Oman, à Mascate, M. Ban a présenté cinq suggestions à ce sujet.

« D'abord, protégeons l'espace pour les efforts de prévention et de médiation. Les représentants de l'ONU doivent être en mesure de parler à une large gamme d'acteurs, dont ceux avec qui certains gouvernements ne sont pas en contact », a-t-il dit dans un discours.

« Deuxièmement, nous devons être sur le terrain pour analyser au mieux et construire la confiance », a-t-il ajouté. « Un des meilleurs moyens de le faire est d'avoir des Centres régionaux des Nations Unies pour la diplomatie préventive, travaillant avec les Etats et les sociétés concernés. Cela nous aide aussi à former des partenariats plus étroits avec les organisations

régionales qui ont un rôle de premier plan pour répondre aux tensions et aux conflits dans leur voisinage ».

Le chef de l'ONU a également suggéré d'investir dans les instruments de l'ONU pour la prévention, le rétablissement de la paix et la consolidation de la paix. Selon lui, le Département des affaires politiques des Nations Unies joue un rôle important de médiateur mais manque de ressources.

« Quatrièmement, nous devons avoir une approche large de la prévention. Nous devons utiliser tous les outils à notre disposition – développement, droits humains, politique – pour répondre aux causes profondes des conflits », a-t-il ajouté, précisant que cette approche était au cœur de son Plan d'action pour prévenir l'extrémisme violent présenté le mois dernier.

Enfin, le Secrétaire général a suggéré d'impliquer davantage les femmes et les jeunes et de garantir l'inclusion des groupes traditionnellement marginalisés. « Les processus de paix doivent être inclusifs. Des négociations inclusives ont tendance à produire des résultats inclusifs et plus durables », a-t-il souligné.

S'agissant du conflit au Yémen, le chef de l'ONU a salué le rôle joué par Oman pour ramener la paix dans ce pays.

« Oman a apporté son aide pour obtenir en septembre dernier la libération de ressortissants étrangers détenus à Sana'a et a ouvert ses portes à des centaines de Yéménites ayant besoin d'une assistance médicale et de logements temporaires », a-t-il souligné.

M. Ban a également salué le soutien apporté par Oman à son Envoyé spécial pour le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed, notamment en lui permettant de rencontrer des représentants des parties au conflit à Mascate, avant des pourparlers de paix en Suisse l'an dernier.

Turquie : l'ONU préoccupée par les actions des forces de sécurité et la répression des médias



1 février - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté lundi les autorités turques à respecter les droits fondamentaux des civils lors de ses opérations de sécurité et leur a demandé d'enquêter sans délai sur une fusillade présumée contre un groupe de personnes non armées à Cizre, dans le sud-est du pays, après l'émergence d'une vidéo choquante de cet incident la semaine passée.

Zeid Ra'ad Al Hussein a aussi fait part de sa grave préoccupation face aux informations selon lesquelles le caméraman, lui-même blessé au cours de cet incident, pourrait être arrêté lorsqu'il sortira de l'hôpital et face aux peines de prison extrêmement sévères requises par les procureurs lors des procès de deux autres journalistes turcs bien connus, le rédacteur en chef du journal Cumhuriyet, Can Dündar, et le chef de son bureau à Ankara, Erdem Gül, a précisé le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH).

« Les images, qui auraient été tournées par Refik Tekin à Cizre il y a environ dix jours, sont extrêmement choquantes », a déclaré le Haut-Commissaire. « Elles montrent ce qui semble être un groupe de civils non armés, menés par un homme et une femme portant des drapeaux blancs. Ils poussent une charrette, qui semble transporter des cadavres, de l'autre côté d'une rue, surveillés à distance par un véhicule militaire blindé. Alors qu'ils atteignent l'autre côté, ils semblent être fauchés par des tirs et Refik Tekin continue à filmer alors que le sang coule le long de son objectif ».

Refik Tekin se trouverait à l'hôpital de Mardin State sous la surveillance d'un policier posté à l'extérieur de sa chambre. Divers rapports suggèrent qu'une ordonnance de garde signée par le gouverneur et le procureur a été émise, accusant M. Tekin d'appartenir à une « organisation terroriste séparatiste ».

« Filmer des atrocités n'est pas un crime, mais tirer sur des civils non armés l'est certainement », a déclaré M. Zeid. « Il est essentiel qu'une enquête approfondie, indépendante et impartiale soit menée sur cet incident et sur tout autre incident ayant fait des morts ou des blessés parmi les civils. L'émergence de cette vidéo soulève de graves questions sur ce qui se passe

actuellement à Cizre et dans d'autres parties du sud-est de la Turquie, que les forces de sécurité auraient isolées du reste du monde ».

« Je reconnais tout à fait le devoir du gouvernement turc de protéger la population de la violence ainsi que les difficultés majeures qu'il rencontre à cet égard dans le sud-est », a déclaré Zeid Ra'ad Al Hussein, ajoutant qu'il a été informé par le gouvernement que 205 membres de la police, de la gendarmerie et de l'armée turques ont été tués entre le 20 juillet et le 28 décembre 2015.

« Toutefois, les autorités doivent veiller avec grand soin à protéger les droits de l'homme lors de la conduite d'opérations militaires ou de sécurité. Si des agents de l'Etat commettent des violations des droits de l'homme, ils doivent être poursuivis », a dit le Haut-Commissaire.

Le Haut-Commissariat a reçu de nombreux rapports sur la dégradation de la situation des droits de l'homme à laquelle sont confrontés les citoyens ordinaires, y compris les enfants, dans le sud-est de la Turquie, en particulier à Cizre, Silopi, Sur et Diyarbakir, où l'imposition de nombreuses « zones temporaires de sécurité » et de couvre-feux ont de lourdes conséquences sur les droits économiques et sociaux des personnes.

Le Haut-Commissaire a déclaré que le traitement dont Refik Tekin ferait l'objet renforçait les « préoccupations déjà extrêmement vives » relatives au traitement réservé aux journalistes et autres voix critiques en Turquie.

« Le pays compte un nombre alarmant de journalistes et d'employés des médias qui ont déjà été condamnés ou qui attendent d'être jugés », a dit Zeid Ra'ad Al Hussein. « Cela soulève des questions sur le respect par la Turquie de la liberté d'expression, qui est inscrite dans l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui a été ratifié par la Turquie. La législation anti-terroriste ne devrait pas être utilisée comme un moyen pour limiter la liberté d'opinion ou d'expression. Nul ne devrait risquer la prison à vie, comme c'est le cas de Can Dündar et Erdem Gül, pour des articles qui ont été écrits. Les journalistes et autres employés des médias ne devraient pas être arrêtés, détenus ou poursuivis en raison de l'exercice pacifique de leur profession. C'est le rôle des médias de stimuler un débat critique sur des sujets d'intérêt public. »

Le Haut-Commissaire a exhorté le gouvernement turc à « garantir que toutes les actions prises au nom de la lutte contre le terrorisme respectent pleinement ses obligations en vertu du droit international pour la protection et le respect des droits de l'homme, en particulier le droit à la vie, à ne pas être soumis à la torture et aux mauvais traitements, la liberté d'expression ainsi que la liberté et la sécurité de la personne ».

« Une manière rapide de montrer qu'il respecte en effet pleinement ces droits serait de libérer tous ceux journalistes, universitaires ou défenseurs des droits de l'homme, qui sont détenus ou poursuivis pour avoir simplement documenté ou critiqué les actions de l'Etat », a déclaré le Haut-Commissaire. « Il est aussi important de passer en revue, et si nécessaire d'amender, les lois qui ont permis aux autorités de mener des actions si draconiennes contre les voix critiques n'ayant pour toute arme que des mots ou des caméras ».

Le sculpteur slovène Marko Pogacnik nommé Artiste de l'UNESCO pour la paix



Le siège de l'UNESCO à Paris. Photo UNESCO/M. Ravassard

l'UNESCO à Paris.

1 février - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a annoncé lundi la nomination de l'artiste et sculpteur slovène de renommée internationale Marko Pogacnik, Artiste de l'UNESCO pour la paix.

« Ce titre lui est décerné en reconnaissance de ses efforts pour sensibiliser le public à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles et des paysages, en mettant sa démarche artistique au service du développement durable », a précisé l'agence de l'ONU dans un communiqué de presse. Une cérémonie aura lieu le 5 février au siège de

Né en 1944 à Kranj en Slovénie, Marko Pogacnik utilise des piliers de pierre comme des points d'acupuncture dans le paysage. Il cherche ainsi à mettre l'imagination au service de la nature et de la protection de la planète. A l'origine d'une méthode artistique baptisée 'lithopuncture', il cherche des moyens de réparer les paysages endommagés. Depuis 1962, il exerce son art aux quatre coins du monde, toujours en étroite collaboration avec les communautés locales.

Exposé notamment au Museum of Modern Art de New York et à la Biennale de Venise, il a reçu en 2008 le Prix national des arts plastiques de Slovénie. Il a également été sélectionné pour dessiner le blason officiel de la République de Slovénie. En 2012, le Musée national d'art moderne de Slovénie lui a consacré une rétrospective de 50 ans de son œuvre.

En sa qualité d'Artiste de l'UNESCO pour la paix, Marko Pogačnik apportera son soutien aux actions de l'UNESCO relatives au Programme sur l'Homme et la biosphère et aux Géoparcs mondiaux.

Les Artistes de l'UNESCO pour la paix sont des personnalités de renommée internationale qui utilisent leur influence, leur charisme et leur prestige pour promouvoir le message et les programmes de l'UNESCO.

Ban Ki-moon interpelle de nouveau Israël sur sa politique vis-à-vis des Palestiniens



1 février - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a de nouveau mis en garde lundi, pour la troisième fois en une semaine et après avoir essuyé des critiques en provenance d'Israël, contre le sentiment d'aliénation et de désespoir ressenti par de nombreux Palestiniens devant le blocage du processus de paix au Moyen-Orient et l'expansion des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés.

Dans une tribune publiée par le New York Times et intitulée « Ne tirez pas sur le messager, Israël », M. Ban écrit qu'en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, « 2016 a commencé dans une large mesure comme 2015 s'était terminée — avec des niveaux de violence inacceptables et un débat public polarisé ». Cette polarisation, ajoute-t-il, « s'est manifestée dans les couloirs des Nations Unies la semaine dernière lorsque j'ai énoncé une vérité toute simple: l'Histoire montre que les peuples résistent toujours aux occupations ».

« Certains ont voulu tirer sur le messager — déformant mes propos pour en faire une justification mal inspirée de la violence », poursuit le Secrétaire général. « Les attaques au couteau, les collisions délibérées de véhicules et les autres formes d'attaques commises par des Palestiniens visant des civils israéliens sont répréhensibles. De même que l'incitation à la violence et la glorification des meurtriers ».

« Rien n'excuse le terrorisme. Je le condamne catégoriquement. Il est cependant inconcevable que des mesures de sécurité à elles seules puissent faire cesser les violences », ajoute-t-il, rappelant qu'il avait averti la semaine dernière le Conseil de sécurité du fait que « la frustration et les griefs des Palestiniens croissent sous le poids de près d'un demi-siècle d'occupation ».

« Ignorer ce fait ne le fera pas disparaître », insiste-t-il. « Personne ne peut nier que la réalité quotidienne de l'occupation provoque colère et désespoir, lesquels constituent d'importants générateurs de violence et d'extrémisme et ruinent tout espoir d'une solution négociée à deux Etats ».

« Les colonies de peuplement israéliennes continuent de s'étendre », écrit encore le chef de l'ONU, et les Palestiniens, en particulier les jeunes, « perdent espoir devant ce qui apparaît comme une occupation dure, humiliante et sans fin ».

De leur côté, « les Israéliens souffrent également des attentats presque quotidiens et perdent de vue la possibilité d'une paix globale avec les Palestiniens ».

« Avec les Etats-Unis, l'Union européenne et la Fédération de Russie, les Nations Unies appellent à des changements substantiels de politique afin de renforcer les piliers économique, institutionnel et sécuritaire de l'Autorité palestinienne.

Nous dialoguons avec les pays arabes de la région pour mobiliser le soutien dont les deux parties ont besoin pour apporter paix et sécurité aux Israéliens et aux Palestiniens », écrit encore M. Ban.

« Nous continuons de travailler avec Israël et l'Autorité palestinienne pour reconstruire Gaza et éviter un nouveau conflit dévastateur, et de presser les Palestiniens pour une véritable réconciliation nationale. Bien sûr, un accord durable entre Israël et la Palestine exigera de difficiles compromis de la part des dirigeants et des peuples des deux camps. Les autorités israéliennes doivent soutenir sans équivoque l'Autorité palestinienne et les institutions palestiniennes. Ceci requiert des changements significatifs de politique vis-à-vis de la Cisjordanie et de Gaza, tout en veillant aux préoccupations légitimes d'Israël concernant sa sécurité », ajoute-t-il.

Le 26 janvier, lors d'un débat du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, M. Ban avait demandé aux Israéliens et aux Palestiniens de ne pas renoncer à la vision de deux Etats, Israël et Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, affirmant que les parties prenantes devaient agir sans tarder pour empêcher cette solution à deux États de disparaître à tout jamais.

Il avait dit que « les mesures de sécurité à elles seules ne mettront pas fin à la violence » et « ne peuvent pas répondre au profond sentiment d'aliénation et de désespoir que ressentent certains Palestiniens, en particulier les jeunes ».

Estimant que pour faire avancer la paix, il fallait un gel de la colonisation par Israël, M. Ban avait affirmé que « la poursuite des activités de peuplement est un affront au peuple palestinien et à la communauté internationale » et qu'elle « soulève, à juste titre, des questions fondamentales sur l'engagement d'Israël envers une solution à deux Etats ».

Ces propos avaient suscité une vive réaction du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui avait accusé le Secrétaire général de « justifier le terrorisme », selon la presse.

« La critique des Nations Unies — ou les attaques contre moi — sont inhérentes à la fonction », conclut M. Ban dans sa tribune lundi. « Mais lorsque des préoccupations sincères au sujet de politiques à courte vue ou moralement nocives émanent de tant de sources, y compris de certains des plus proches amis d'Israël, il n'est pas tenable de continuer à s'en prendre à chaque auteur bien intentionné de critiques ».

Les films comportant des scènes de consommation de tabac devraient faire l'objet d'une classification, selon l'OMS



1 février - L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a appelé lundi les gouvernements à appliquer une classification aux films dans lesquels on consomme du tabac, afin de dissuader les enfants et les adolescents de commencer à fumer des cigarettes ou à consommer d'autres formes de tabac.

Selon le rapport de l'OMS sur les films sans tabac ('Smoke-Free Movies Report – From evidence to action'), qui en est à sa troisième édition depuis 2009, les films dans lesquels on consomme des produits du tabac ont incité des millions de jeunes dans le monde à commencer à fumer.

« Alors que la publicité pour le tabac est de plus en plus strictement réglementée, le cinéma est l'un des derniers canaux par lesquels des millions d'adolescents sont exposés sans restriction à des images de consommation de tabac », déclare le Dr Douglas Bettcher, Directeur du Département Prévention des maladies non transmissibles à l'OMS.

Certaines mesures concrètes, notamment la classification des films comportant des scènes de consommation de tabac et la diffusion préalable d'avertissements antitabac, peuvent empêcher les enfants du monde entier de découvrir ces produits, de sombrer dans l'addiction tabagique et de connaître le handicap et la mort qui lui sont associés.

« La consommation de tabac dans les films peut constituer une forme efficace de promotion des produits du tabac », ajoute

le Dr Bettcher. « Or, le droit international impose aux 180 Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac d'interdire la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage ».

Des études menées aux États-Unis ont montré que, chez les adolescents, 37% des nouveaux fumeurs ont suivi l'exemple donné dans les films. Les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis ont estimé qu'en 2014, l'exposition à la consommation de tabac dans les films aurait incité dans ce seul pays plus de six millions d'enfants à devenir fumeurs. Deux millions d'entre eux décèderont de maladies liées au tabac.

En 2014, la consommation de tabac apparaissait dans 44% de l'ensemble des films produits à Hollywood, et dans 36% des films destinés à la jeunesse. Entre 2002 et 2014, de telles images figuraient dans presque les deux tiers (59%) des plus gros succès du cinéma.

De nombreux films produits ailleurs qu'aux États-Unis comportent aussi des scènes de tabagisme. Des enquêtes ont montré que de telles images apparaissent dans les plus gros succès du box-office de six pays européens (Allemagne, Islande, Italie, Pays-Bas, Pologne et Royaume-Uni) et de deux pays d'Amérique latine (Argentine et Mexique). Le rapport indique qu'en Islande et en Argentine, neuf films produits sur dix, y compris des films destinés à la jeunesse, mettent en scène de la consommation de tabac.

Le rapport de l'OMS sur les films sans tabac recommande notamment les mesures suivantes :

- + classification selon l'âge des films où apparaissent des produits du tabac, dans le but de réduire globalement l'exposition de la jeunesse à de telles images;
- + diffusion dans les génériques d'une déclaration où les producteurs attestent qu'ils n'ont rien reçu de valeur de quiconque en échange de la consommation ou de la présence de produits du tabac dans le film;
- + arrêt de la pratique tendant à faire apparaître des marques de tabac dans les films;
- + diffusion obligatoire de messages antitabac avant les films contenant des images de tabac, dans l'ensemble des canaux (cinéma, télévision, Internet, etc.).

Le rapport recommande également d'interdire toute subvention publique aux productions médiatiques faisant la promotion de la consommation de tabac.

Le Dr Armando Peruga, Administrateur de programme de l'Initiative de l'OMS pour un monde sans tabac, explique que plusieurs pays ont pris des mesures pour restreindre la présence d'images du tabac dans les films.

« La Chine a exigé que les films ne montrent pas de scènes de tabagisme 'excessif'. L'Inde a adopté de nouvelles règles sur les images du tabac et l'apparition des marques dans les films nationaux et importés ainsi que dans les programmes de télévision », a-t-il noté. « Mais nous pouvons et devons en faire plus ».

Le chef de l'ONU appelle les bailleurs de fonds à aider l'Ethiopie à faire face à El Niño



31 janvier - En marge d'un Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé dimanche les bailleurs de fonds à aider le gouvernement et le peuple éthiopiens à affronter les conséquences du phénomène météorologique El Niño.

« L'Ethiopie combat les effets de l'un des plus puissants phénomènes El Niño jamais enregistré et qui est aggravé par l'impact du changement climatique », a dit M. Ban lors

d'une table ronde de bailleurs de fonds.

« La population de ce beau pays affronte la pire sécheresse en trente ans », a-t-il ajouté. « L'ampleur de la crise est trop importante pour un seul gouvernement. L'impact d'El Niño est imprévisible, mais les experts disent qu'il est probable qu'il affecte la sécurité alimentaire pour les deux prochaines années ».

Selon le chef de l'ONU, la communauté internationale doit se tenir aux côtés du peuple d'Éthiopie en ce moment difficile.

Il a rappelé que le gouvernement éthiopien a déjà alloué plus de 381 millions de dollars pour faire face à cette crise et que l'ONU, à travers le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF), a octroyé 25 millions de dollars en 2015.

« Mais il faut plus », a insisté M. Ban. « Un soutien immédiat à l'Éthiopie sauvera des vies et évitera des souffrances que l'on peut éviter ».

L'ONU est alarmée par les déclarations de dirigeants du Hamas à Gaza



31 janvier - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit alarmé par les récentes déclarations de dirigeants du Hamas à Gaza à propos de l'intention de ce groupe de poursuivre la construction de tunnels et de tirer des roquettes sur Israël.

« Ces déclarations et ces actions mettent en péril les efforts humanitaires, de reconstruction, et de développement par la communauté internationale et les autorités palestiniennes et israéliennes. Ils font aussi du tort à la population de Gaza qui souffre depuis longtemps », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse publiée samedi.

« Après trois conflits dévastateurs en sept ans, les habitants de Gaza et la population du sud d'Israël méritent une chance pour la paix et le développement. Tous les efforts doivent être faits pour améliorer les conditions de vie de la population de Gaza », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a réitéré sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes.

Le Conseil de sécurité condamne une attaque terroriste en Arabie saoudite



30 janvier - Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné dans les termes les plus forts une attaque terroriste contre une mosquée dans la région d'Ehsaa, en Arabie saoudite, le 29 janvier, ayant fait de nombreux morts et blessés.

Dans une déclaration à la presse publiée vendredi soir, les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes de cet "acte odieux" et au gouvernement d'Arabie saoudite. Ils ont souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Les membres du Conseil de sécurité ont souligné que "ceux qui sont responsables de ces tueries devraient rendre des comptes".

Ils ont exhorté tous les Etats, conformément à leurs obligations inscrites dans le droit international et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, à coopérer activement avec les autorités saoudiennes à cet égard".

A un Sommet de l'Union africaine, Ban Ki-moon rappelle le rôle crucial des droits de l'homme pour la paix et le développement



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (3e à gauche) lors d'une réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à Addis-Abeba. Photo ONU/Eskinder Debebe

30 janvier - S'exprimant lors d'un Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé samedi que les droits de l'homme étaient déterminants pour la paix et le développement durable.

“Je me félicite que vous ayez décidé cette année de mettre l'accent sur les droits de l'homme, et en particulier sur les droits des femmes”, a dit M. Ban en s'adressant aux participants du sommet. “Les droits de l'homme sont déterminants pour le maintien de la paix et de la sécurité, la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion du développement durable”.

“Les femmes doivent pouvoir participer pleinement à la vie de la société, notamment aux échelons les plus élevés des structures de l'État et dans le cadre des pourparlers de paix. L'ère de l'exclusion est terminée. Pour changer la dynamique, il faut investir résolument dans l'autonomisation des femmes et l'élargissement des perspectives qui leur sont ouvertes”, a ajouté le Secrétaire général.

Le chef de l'ONU a rappelé que l'Union africaine a pris des engagements en adoptant notamment le Protocole de Maputo sur les droits des femmes, la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance, et le protocole créant une Cour africaine des droits humains et des peuples. Il a encouragé les Etats membres à faire de ces documents une réalité en les ratifiant.

Ban Ki-moon a estimé que la Commission d'enquête de l'Union africaine sur le Soudan du Sud était une avancée significative et il a exhorté “toutes les parties prenantes à agir sur ses recommandations et à davantage utiliser ce type d'enquêtes pour répondre aux abus”.

Il a aussi estimé que le procès de l'ancien dirigeant tchadien Hissène Habré au Sénégal était un moment important pour la justice africaine.

Le Secrétaire général de l'ONU s'est dit préoccupé par l'incapacité des dirigeants au Soudan du Sud à respecter l'échéance fixée pour former un gouvernement de transition.

S'agissant du Burundi, il a salué la proposition de l'Union africaine de déployer des observateurs des droits de l'homme et d'établir une mission de protection et de prévention.

Le chef de l'ONU a également rappelé que 17 pays africains allaient organiser des élections en 2016.

“Les dirigeants ne devraient jamais utiliser des changements constitutionnels non démocratiques et des vides juridiques pour s'accrocher au pouvoir. Nous avons tous vu les conséquences tragiques quand ils le font”, a-t-il dit, saluant les dirigeants qui se sont engagés à quitter le pouvoir et à respecter les limites constitutionnelles de leur mandat. “J'appelle tout le monde à suivre leur exemple”, a-t-il ajouté.